

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 16/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCCOIM

ZA les Pierrelets
45380 Chaingy

Références : 176/2025
Code AIOT : 0010011321

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement SOCCOIM implanté Zone d'activité les Pierrelets 45380 Chaingy. L'inspection a été annoncée le 26/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCCOIM
- Zone d'activité les Pierrelets 45380 Chaingy
- Code AIOT : 0010011321
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de tri, transit de déchets métalliques situé sur la commune de Chaingy, ZA les Pierrelets, précédemment exploité par la société RIC ENVIRONNEMENT est depuis le 19 mars 2015, exploité par la SOCCOIM (cf récépissé de déclaration de cession du 19/03/15).

Cette activité est réglementée par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2011. Cette activité était précédemment exercée par la société SOCCOIM sous couvert de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
21	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 1.2.3	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
3	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 02/10/2011, article 9.2.1.1	Sans objet
5	Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 9.2.2	Sans objet
6	Type d'effluents, ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.3.2	Sans objet
7	Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.2.4.1	Sans objet
8	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-3	Sans objet
9	Gestion des	Arrêté Ministériel du 06/06/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	déchets réceptionnés	article 13-4	
10	Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 2.5	Sans objet
11	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.2.3	Sans objet
12	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.2.3	Sans objet
13	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.1	Sans objet
14	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Sans objet
15	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-2	Sans objet
16	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-2	Sans objet
17	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-2	Sans objet
18	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-4	Sans objet
19	Contrôle de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 8.1.3.3	Sans objet
20	Prescriptions particulières applicables aux stockage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 8.4.1	Sans objet
22	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 18/03/2025, article L.541-10-26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admissibilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où ont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats :

L'exploitant a transmis en amont de la visite, en date du 17/03/2025 par mail le registre des déchets entrants au titre de l'année 2024. Après analyse, ce registre reprend tous les critères réglementaires.

Le point de contrôle est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

<ul style="list-style-type: none"> - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de la visite, en date du 17/03/2025 par mail le registre des déchets sortants au titre de l'année 2024. L'exploitant signale que suite à l'inspection précédente du 6 mars 2023, des modifications ont été apportées pour renseigner les informations manquantes sur l'origine du déchets (adresse de l'établissement, raison sociale, SIRET, adresse producteur initial). Après analyse, ce registre reprend tous les critères réglementaires.</p> <p>Conforme L'écart constaté lors de la précédente inspection est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Autosurveillance des eaux résiduaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2011, article 9.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalité de l'autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre:</p> <ul style="list-style-type: none"> - point de rejet : eaux pluviales du rejet vers le milieu récepteur, point n°1 (Cf repérage du rejet sous l'article 4.3.5) - périodicité de la mesure: annuelle - [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas procédé à une analyse annuelle au point de rejet 1 : eau de ruissellement des aires extérieures susceptibles d'être polluées.</p> <p>L'exploitant indique que ces eaux de ruissellement après avoir transité par le déshuileur-débourbeur, ne se jettent plus dans le milieu naturel (ruisseau le Rollin) mais rejoignent le bassin versant ouest de l'entreprise voisine "unité préparation CSR" faisant partie du groupe SOCCOIM. Ce bassin renvoie toutes ces eaux vers la STEP de la Chapelle-Saint-Mesmin pour y être traitées. Il apparaît donc que la prescription au niveau de la localisation du point de rejet du point n°1 n'est plus adaptée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit rapidement engagé une analyse à la sortie du déboureur-déshuileur (désigné point F) comme le prévoit l'arrêté préfectoral de l'entreprise SOCCOIM "unité de préparation</p>

<p>CSR" du 18 juillet 2023 (notamment les articles 3.3.2 et 3.4.2). L'exploitant doit porter à la connaissance de la Préfète toutes les modifications apportées par rapport au volet eau de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2011.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Valeurs limites d'émission

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE pour rejet dans le milieu naturel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence) N° CAS Code SANDRE Arsenic et ses composés (en As) 7440-38-21369, 25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j Cadmium et ses composés 7440-43-91388, 25 µg/l Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome) 7440-47-31389, 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50 µg/l) Cuivre et ses composés (en Cu) 7440-50-81392, 0,150 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j Mercure et ses composés (en Hg) 7439-97-61387, 25 µg/j Nickel et ses composés 7440-02-01386, 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/l Plomb et ses composés (en Pb) 7439-92-11382, 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j Zinc et ses composés (en Zn) 7440-66-61383, 0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j Fluor et composés (en F) (dont fluorures) – 15 mg/l Indice phénols 108-95-214400, 3 mg/l / Cyanures libres 57-12-51084, 0,1 mg/l Hydrocarbures totaux-7009, 10 mg/l Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) 1117, 25 µg/l (somme des 5 composés visés) Benzo(a)pyrène 50-32-81115 Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène 205-99-2 / 207-08-9-Somme Benzo(g, h, i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène 191-24-2 / 193-39-5 Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)-1106, 1 mg/l</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'ayant pas réalisé d'analyse annuelle en 2024, les paramètres analysés et les VLE ne peuvent être vérifiés. Cette prescription sera appréciée lorsque l'exploitant aura fourni les résultats analytiques de la mesure demandée au point de contrôle n°3.</p> <p>Le point de contrôle est non conforme. L'écart constaté lors de la précédente inspection n'est pas levé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les résultats analytiques du prélèvement réalisé au point de rejet des eaux pluviales potentiellement polluées en sortie du déshuileur-débourbeur.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues. L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a répondu à ce point de contrôle en date du 12 mai 2023. Sous GEREP, le code 160601* apparaît bien. Lors de l'impression du document en PDF le code perd le symbole *. L'exploitant a fourni les documents confirmant ce dysfonctionnement informatique.</p> <p>Conforme L'écart constaté lors de la précédente inspection est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Type d'effluents, ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant signale que la collecte des eaux pluviales potentiellement polluées de la plateforme de ferraille a été revue suite à la demande de la commune qui ne souhaite pas que les eaux se rejettent au milieu naturel (Cf point de contrôle n°3) mais soit traitées au niveau de la STEP communale . L'exploitant signale que l'autosurveillance des rejets aqueux en point de sortie du bassin est réalisée conformément à l'arrêté préfectoral du site SOCCOIM "unité de préparation CSR". Aucune dilution n'est pratiquée.</p>

Conforme L'écart constaté lors de la précédente inspection est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Aucune vanne d'isolement n'est présente au niveau du point de sortie du déshuileur-débourbeur (point F) . Une vanne d'isolement est présente au point de sortie du bassin versant ouest du site SOCCOIM "unité de préparation CSR" qui reçoit les eaux de la plateforme de ferraille. La vanne d'isolement est donc localisée hors site. La prescription n'étant pas en cohérence avec les conditions d'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant le dépôt d'un porter à connaissance afin de modifier la prescription
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-3
Thème(s) : Risques chroniques, Plateformes étanches - rétention des sols
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : L'exploitant a informé en date du 7 août 2023 l'inspection que les travaux d'étanchéité du sol des aires où sont entreposés ou manipulés des métaux et des alliages de métaux ont été exécutés. L'inspection a constaté la bonne exécution des travaux.
Conforme

L'écart de la précédente inspection est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-4
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : [...] <ul style="list-style-type: none"> - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : Lors de la visite de site, l'inspection constate que la zone d'entreposage des tournures (déchets couverts d'huiles) a été recouverte. Conforme L'écart de la précédente inspection est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan du site
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - les plans tenus à jour, [...]
Constats : Le plan d'exploitation transmis en date du 12 mai 2023 schématise l'emplacement de la zone non exploitée du fait de la présence du pylône de la ligne haute tension. L'exploitant précise que des bennes ont été installées sous le pylône afin d'interdire le stockage de déchets Conforme L'écart de la précédente inspection est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance du réseau de collecte des eaux
Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.
Constats : L'exploitant signale que les travaux de réparation de la grille du caniveau de collecte des eaux pluviales ont été effectué en juin 2024 .Lors de la visite de site, l'inspection confirme que les travaux ont été effectués. Conforme L'écart de la précédente inspection est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance du réseau de collecte des eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité .
Constats : L'exploitant signale que le désuiheur-débourbeur est vérifié semestriellement. Une vidange et un nettoyage sont réalisés annuellement par l'entreprise SOA. L'exploitant indique que la dernière vérification a été réalisée la semaine du 17 mars 2025. Aucun document n'a été présenté à l'inspection attestant ses propos. Le point de contrôle est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnement en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avère pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : - Origine de la ressource : réseau public - Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau : Chaingy - Prélèvement maximal annuel (m ³) : 100
Constats :

<p>La consommation en eau du réseau public est nulle. L'exploitant déclare que la plateforme de ferraille n'est pas alimentée en eau potable et que son exploitation ne nécessite pas d'eau.</p> <p>Le point de contrôle est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection, le plan de défense incendie (version décembre 2024) qui prend en compte les 4 sites de SOCCOIM (bois, unité de préparation CSR, plateforme de ferraille et sable de fonderie). Ce plan a été transmis au SDIS en février 2025.</p> <p>Le point de contrôle est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-2
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des incendies
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice de défense contre l'incendie a été organisé le 2 juillet 2024 sans intervention des pompiers.</p> <p>Le point de contrôle est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-2
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des incendies

Prescription contrôlée : Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins 5 ans.
Constats : Le compte rendu a été présenté le jour de la visite et devra être transmis à l'inspection. Cet exercice a permis de mettre en évidence des axes d'améliorations. Le point de contrôle est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-2
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des incendies
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.
Constats : Pour le personnel des entreprises extérieures, l'exploitant transmet un protocole sécurité. Ce document est signé et est renouvelé annuellement. Le personnel de la plateforme ferraille (1 seul agent) a reçu une formation réalisée en interne sur la manipulation des extincteurs et RIA. Une sensibilisation sur le confinement des eaux a également été communiquée à l'ensemble des agents des 4 sites SOCCOIM. Le point de contrôle est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Gestion des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-4
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un fichier Excel faisant l'état des stocks qui est mis à jour hebdomadairement (tous les vendredis).</p> <p>Le point de contrôle est conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Contrôle de la radioactivité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 8.1.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage et transport des déchets radioactifs détectés et isolés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets radioactifs détectés, triés et isolés doivent être stockés de façon temporaire et exceptionnelle dans un lieu spécifique aménagé à cet effet permettant l'établissement d'une zone de balisage et d'identification des risques. Celui-ci doit être éloigné des postes de travail, à accès limité et doit par ailleurs protéger et abriter les déchets des intempéries.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'une zone dédiée pour les déchets radioactifs détectés est présente sur le site d'exploitation SOCCOIM "unité de préparation CSR".</p> <p>Cette zone est située éloignée des poste de travail et comporte le balisage et l'identification des risques. L'inspection est destinatrice des fiches de notification d'incident.</p> <p>La société SOCCOIM "unité de préparation CSR" a transmis à l'inspection par mail en date du 23 décembre 2024, le déclenchement du portique radioactif d'une benne d'ordures ménagères lors de trois passage. La procédure a été lancée par l'exploitant qui a isolé le véhicule et a demandé l'intervention de la société ONET.</p> <p>ONET a permis d'identifier le déchet radioactif et a été placé dans la zone spécifique dédiée à ces déchets. Une décroissance de la radioactivité est prévue avec une évacuation du déchet prévue le 26 mai. L'inspection a visualisé ce déchet.</p> <p>Le point de contrôle est conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>l'inspection demande à ce que le document de fin d'incident lui soit fourni.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Prescriptions particulières applicables aux stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 8.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quantité maximale stockée sur site: - ferrailles usagées : 1 800 t</p>

<ul style="list-style-type: none"> - ferrailles neuves : 300 t - métaux non ferreux : 150 t - batteries : 20 t
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni lors de l'inspection , l'état des stocks en date du 21 mars 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ferrailles usagées : 489 t - ferrailles neuves : 141 t - métaux non ferreux : 133 t - batteries : 1 t <p>Les quantités sont en-deça des quantités maximales autorisées.</p> <p>Le point de contrôle est conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Nature des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2011, article 1.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consistance des installations autorisées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une zone de réception des déchets bruts en attente de tri - une zone de travail (presse, cisaille,...) - une zone de stockage des déchets avant expéditions
<p>Constats :</p> <p>Des déchets sont entreposés dans une zone non autorisée , à savoir sous le pylône de la ligne haute tension.</p> <p>Le point de contrôle n'est pas conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à ce que les déchets sont enlevés pour y être stockés sur la plateforme de ferraille.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 22 : Obligation de reprise sans frais

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/03/2025, article L.541-10-26</p>
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnette, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'est pas un centre VHU mais qu'il réceptionne, conformément à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2011 sont des " carcasses de châssis de poids lourds ou de tout autre moyen de transport hors d'usage, à l'exception des véhicules hors d'usage". Le point de contrôle est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite